



Roger Köppel – "Sans morale. Sans justice. Pour Israël."

Au service du génocide et des crimes de guerre : le journal suisse « Weltwoche » a perdu toute crédibilité

Sous la direction de Roger Köppel, l'hebdomadaire suisse « Weltwoche » est devenu le relais de la propagande sioniste. Sa justification du génocide et des crimes de guerre n'est pas seulement consternante, elle est aussi mensongère. Köppel est-il aux ordres d'Israël ?

Peter Hänseler

lun. 18 mai 2026

Introduction

Depuis octobre 2023, « Die Weltwoche* » suit une trajectoire pour le moins étrange. La couverture des événements liés au 7 octobre 2023, marquée par une paresse intellectuelle totale, a conduit « Die Weltwoche », sous la direction de son propriétaire, éditeur et rédacteur en chef Roger Köppel, à adopter une position de plus en plus inconditionnellement pro-israélienne. Le récit diffusé par Roger Köppel est truffé de « faits » qui n'en sont pas. À cela s'ajoutent des mensonges délibérés et une tonalité qui semble tout droit sortie du manuel de propagande israélien — étrange posture pour un journal qui se targue d'observer les événements mondiaux en toute indépendance. On est en droit de se demander si Roger Köppel n'est pas devenu une marionnette des agents d'influence israéliens — les indices d'une telle compromission s'accumulent.

Dans cet article, nous analysons deux articles publiés par Roger Köppel les 10 et 27 avril 2026, en comparant les affirmations de l'auteur avec des faits vérifiables. Les résultats sont choquants. Köppel instrumentalise l'histoire du peuple juif pour cautionner les politiques sionistes d'Israël, selon une démarche aussi contestable sur le plan historique que sur le plan journalistique.

Analyse

Génocide

Le 27 avril 2026, Köppel a publié l'article « [Désolé, Tucker. Désolé, professeur Mearsheimer. Je suis d'accord avec vous sur la Russie. Mais pas sur Israël](#) ». Le titre promet une analyse sérieuse et bien fondée des arguments avancés par ces deux titans américains : le professeur Mearsheimer de l'université de Chicago est, aux côtés du professeur Jeffrey Sachs de l'université Columbia à New York, un poids lourd de la géopolitique américaine. Tucker Carlson est le journaliste le plus en vue et le plus courageux des États-Unis.

L'analyse que fait Köppel de ces grands intellectuels américains se résume à qualifier Tucker Carlson de « courageux » et le professeur Mearsheimer d'« intelligent ». Aucun de leurs arguments n'est sérieusement examiné. Pourquoi le serait-il ? Köppel préfère se livrer à de la propagande pro-israélienne et se complaire dans une superficialité intellectuelle assumée.

Ce journaliste suisse toujours enjoué, adepte du « feel-good », nie qu'un génocide soit en cours à Gaza. Se fondant sur sa propre interprétation unique – proposée sans autre explication –, il disculpe explicitement Israël de tout génocide. Cela n'a rien de

nouveau à la «*Weltwoche*». Dès décembre 2024, Köppel exigeait : «*Cessez de tout qualifier de génocide.*»

Köppel ne tient aucun compte de la définition du génocide figurant à l'article II de la [Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide](#). Il passe sous silence les [décisions](#) de la Cour internationale de justice (CIJ) concernant le génocide et le mandat d'arrêt international délivré contre Netanyahu par la Cour pénale internationale (CPI). Dès l'été dernier, l'auteur a établi [des comparaisons malveillantes](#) entre Netanyahu et Poutine afin de blanchir le premier.

«*Ce n'était pas Israël ; c'est le Hamas qui est allé trop loin avec le massacre du 7 octobre 2023 : 1 200 personnes assassinées, violées et enlevées — y compris des bébés.*» Le récit de Köppel sur les événements du 7 octobre ne trouve aucune confirmation, même dans la presse israélienne, «*Haaretz* » ou le «*New York Times* » : selon Haaretz, il y a eu 900 morts, dont 508 soldats israéliens. Il n'y a aucune preuve de viols, aucune preuve du meurtre ou de la décapitation de bébés, comme l'affirme Israël officiellement. Plus de la moitié des victimes auraient été tuées par des tirs israéliens. «*Haaretz* » et «*The Cradle* » font ici référence à l'application de la tristement célèbre «*directive Hannibal* ». Celle-ci oblige l'armée israélienne à empêcher la prise d'otages israéliens, même en tuant les otages. «*Haaretz* » a également constaté ce qui suit : le nombre de civils tués par le Hamas était inférieur à 100. Le fait que la plupart des victimes étaient des colons armés révèle une fois de plus la vraie nature de la «*couverture médiatique* » occidentale évoquée plus haut : une manipulation au service d'un agenda politique manifestement prédéfini, que la «*Weltwoche* » reprend sans le moindre esprit critique.

Les Israéliens étaient au courant de la planification de l'opération du Hamas du 7 octobre 2023 bien avant qu'elle n'ait lieu. Cela était dû, en partie, à une information fournie par les services de renseignement égyptiens. Les dirigeants israéliens ont délibérément choisi de ne pas empêcher cette opération. Ce que nous ne savions pas à l'époque, c'est que Tel-Aviv a exploité cette opération du Hamas pour justifier le génocide qui a suivi à Gaza et pour mettre officiellement en œuvre le projet du «*Grand Israël* » – en guise de coup d'envoi, pour ainsi dire. Un fait que Köppel omet de mentionner.

L'opération du Hamas poursuivait un objectif militaire déclaré : la prise d'otages en vue d'un échange contre les milliers de Palestiniens — parmi lesquels de nombreux mineurs — détenus dans les prisons israéliennes sans fondement juridique. Il convient de noter que la résistance armée contre un régime d'occupation est soutenue par le droit international.

Selon l'ONU, depuis le 7 octobre 2023, les forces israéliennes ont tué 72 619 Palestiniens, en ont blessé 172 484 et ont tué 391 membres du personnel de l'ONU ; ce sont là les chiffres officiels — le nombre réel de victimes ensevelies sous les décombres est probablement bien plus élevé.

Israël

Köppel affirme que les Juifs n'ont pas immigré d'Europe, mais constituent un peuple dont les liens avec la Palestine remontent à des milliers d'années. Il soutient que cela rend l'argument du colonialisme caduc.

Köppel adopte sans critique et sans vergogne ce raisonnement malhonnête.

C'est une affirmation absurde, car cela signifierait que n'importe quel Italien, en tant que descendant de Rome, pourrait utiliser le même raisonnement pour annexer des terres et des maisons à Zurich, l'ancienne ville romaine de « Turicum ». La plupart des résidents juifs d'Israël ont immigré d'Europe. Au lendemain de la dictature d'Hitler et de la Seconde Guerre mondiale, Israël a été colonisé principalement par des réfugiés de l'Holocauste, initialement originaires d'Europe de l'Est. Plus tard, de nombreux Juifs en provenance de l'ancienne Union soviétique vinrent grossir ces rangs, si bien qu'aujourd'hui, pas moins de 2 millions de personnes d'origine russe — ou plus exactement soviétique — vivent en Israël. Le « peuple d'Israël » ne s'est donc pas développé historiquement par ses propres efforts et n'a ainsi rien à voir avec le peuple d'Israël de l'Ancien Testament.

Soit dit en passant, tous les principaux hommes politiques israéliens **ont changé** de nom pour dissimuler leurs origines européennes, y compris Netanyahu, dont le vrai nom est « Mileikowski ». Cela aussi contribue à donner une impression qui n'a aucun fondement dans la réalité.

Köppel poursuit en affirmant que *« l'État d'Israël n'a pas été créé par un décret impérial, mais par une résolution de l'ONU »*. Il fait référence à la **résolution 181 de l'ONU** du 29 novembre 1947 (texte [ici](#)). Cette résolution prévoyait une solution à deux États. Ben-Gurion a devancé cette solution, qui favorisait la paix entre les nations, en proclamant l'État d'Israël le 14 mai 1948, provoquant ainsi une guerre que les voisins arabes avaient annoncé qu'ils mèneraient en cas de déclaration unilatérale d'un État israélien.

Köppel induit ses lecteurs en erreur, car ceux-ci supposent qu'il connaît le contenu de la résolution et qu'il la présente avec exactitude. L'empêchement de la création de l'État de Palestine a conduit à la guerre de 1948, au cours de laquelle les Israéliens ont expulsé ou assassiné 850 000 Palestiniens par le biais d'un nettoyage ethnique afin de s'emparer de leur premier lopin de terre. Pour les Palestiniens, ces

événements — connus sous le nom de « Nakba » (mot arabe signifiant catastrophe ou désastre) — sont entrés dans l’histoire comme un traumatisme national, tout comme l’Holocauste l’a fait dans l’histoire juive.

Köppel déforme ainsi toute l’histoire de la Palestine afin de justifier, minimiser et soutenir les crimes que les Israéliens ont délibérément commis depuis le tout premier jour de l’existence de l’État d’Israël.

Démocratie

L’argument principal qui sous-tend la position de Köppel sur Israël est sa présentation d’Israël comme la seule démocratie de la région. Ce faisant, il fait preuve d’une ignorance remarquable des réalités sur le terrain en Israël.

La démocratie repose sur les éléments suivants : des élections libres, la reconnaissance des droits fondamentaux et des droits de l’homme tels que définis par l’ONU, la séparation des pouvoirs, l’État de droit et la liberté de la presse. Israël ne répond pas aux critères d’une démocratie, car les droits fondamentaux et les droits de l’homme incluent, par exemple, l’égalité devant la loi, quelle que soit la religion. Or, des règles et des normes juridiques différentes s’appliquent aux Juifs et aux non-Juifs en Israël, ce qui traduit un système d’apartheid. Amnesty International l’a souligné [en février 2022](#). L’État de droit, qui exige que les lois s’appliquent de manière égale à tous, n’est pas non plus respecté, dès lors que la loi elle-même opère une distinction entre Juifs et non-Juifs ; par exemple, en Cisjordanie, le droit militaire s’applique aux non-Juifs et le droit civil aux Juifs. L’exemple le plus récent de racisme et d’apartheid est l’introduction par la Knesset, il y a quelques jours à peine, de la peine de mort pour terrorisme, réservée exclusivement aux Palestiniens.

Il existe des preuves documentées de torture et de viol de prisonniers palestiniens ; ces derniers, chose incroyable, sont également perpétrés par des chiens dressés à cet effet. Ces abus, qui bafouent toutes les normes civilisées, ne touchent donc pas seulement les êtres humains ; les animaux, eux aussi, sont contraints d’adopter envers les humains un comportement qui défie la nature, tout cela au nom du sionisme. La réalité dans « l’Israël démocratique ». Si un Palestinien a le malheur de vivre en Cisjordanie ou à Gaza, il est dégradé en tant qu’être humain d’une manière conforme aux dispositions du [Plan général pour l’Est](#).

« Qu'est-ce qui plaide en faveur d'un Grand Israël ? », demande Köppel

Dans son article du 10 avril 2026 intitulé « Le Grand Israël : pas la pire des idées », Köppel se projette dans l'avenir et perd complètement de vue les normes juridiques et morales. Il prône une « lutte pour l'espace vital » qui rappelle sans détour la doctrine et les pratiques d'Adolf Hitler pendant la guerre contre l'Union soviétique. Köppel écrit avec assurance :

« Je crois – en fait, j'en suis presque convaincu – qu'un Grand Israël, c'est-à-dire une présence accrue d'Israël au Moyen-Orient, signifierait plus de paix, plus de prospérité et plus de démocratie. »

ROGER KÖPPEL, WELTWOCHEN, 10 AVRIL 2026

Depuis qu'Israël s'est proclamé État en 1947 au mépris de la résolution 181 de l'ONU, le Moyen-Orient est en état de guerre permanent. La prospérité et la démocratie restent l'apanage exclusif de la population juive d'Israël, au détriment de la population arabe. Plus d'Israël signifie donc plus de guerre, plus de misère, et certainement pas de démocratie.

Köppel soutient que le projet du « Grand Israël » est une conséquence de l'agression des voisins arabes d'Israël et qu'il est nécessaire pour instaurer la liberté, la paix et la démocratie au Moyen-Orient. Il s'agit là d'une affirmation historiquement indéfendable et absurde, car le « Grand Israël » est une question de politique nationale, tant dans sa planification que dans sa mise en œuvre, depuis la proclamation de l'État d'Israël : Le 21 mai 1948, Ben Gourion écrivait dans son journal :

« Le talon d'Achille de la coalition arabe est le Liban. La suprématie musulmane dans ce pays est artificielle et peut facilement être renversée. Un État chrétien devrait y être établi, avec pour frontière sud le fleuve Litani. Nous signerions un traité d'alliance avec cet État. Ensuite, une fois que nous aurons brisé la puissance de la Légion arabe et bombardé Amman, nous anéantirons la Transjordanie ; après quoi, la Syrie tombera. Et si l'Égypte osait encore nous faire la guerre, nous bombarderions Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire. Nous mettrions ainsi fin à la guerre et aurions réglé nos comptes avec l'Égypte, l'Assyrie et la Chaldée [sud de l'Irak] au nom de nos ancêtres. »

SOURCE : DAVID BEN-GURION, 21 MAI 1948, À L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. EXTRAIT DE *BEN-GURION: A BIOGRAPHY*, PAR MICHAEL BEN-ZOHAR, DELACORTE, NEW YORK 1978, P. 130.

Pour rappel : le Grand Israël comprend les pays ou parties de pays suivants : l'Égypte, la Jordanie, la Cisjordanie, Gaza, la Syrie, le Liban, l'Irak et une grande partie de l'Arabie saoudite. Telle est aujourd'hui la politique officielle d'Israël ; chaque soldat israélien porte désormais cette carte sur son uniforme. Ces pays, ou parties de ceux-ci, doivent être annexés par Israël et donc attaqués. Cette stratégie ne diffère en rien de la stratégie expansionniste sanglante de l'Allemagne nazie.



Le « Grand Israël » est également la raison qui sous-tend l'attaque d'Israël contre l'Iran, car ce projet monstrueux — en cours depuis près de 80 ans — ne peut se concrétiser que si l'Iran est détruit ou, à tout le moins, neutralisé.

Détournant une déclaration de Willy Brandt, qui a inventé le slogan «*Oser plus de démocratie*», Köppel va jusqu'à affirmer ce qui suit sous le slogan «*Oser plus d'Israël*» :

« Quiconque prend le bien-être de la population civile comme critère – et c'est ce qu'il convient de faire dans un débat qui invoque constamment les droits de l'homme – doit reconnaître ceci : les gens sont mieux lotis sous la

protection d'Israël que sous celle de ses États voisins. Un Israël plus grand signifierait que davantage de personnes bénéficieraient de l'État de droit, de la démocratie et de la participation économique. On pourrait rejeter cela comme étant naïf. Mais l'alternative – États défaillants, théocraties, guerres civiles – est-elle plus prometteuse ? Certainement pas.»

ROGER KÖPPEL, WELTWOCHEN, 10 AVRIL 2026

Ce faisant, Köppel rabaisse des personnes – voire des nations entières. Le Liban, par exemple, a longtemps été considéré comme «*la Suisse du Moyen-Orient*». C'était avant qu'Israël, de connivence avec d'autres puissances occidentales, ne rende la vie normale dans le pays impossible par des guerres incessantes. Comme nous l'avons vu plus haut, c'était déjà le plan de Ben Gourion en 1948, comme il l'a confié dans son journal. Actuellement, Israël procède au Liban exactement comme il l'a fait à Gaza : les territoires occupés au Liban sont rasés, et leurs habitants sont chassés ou assassinés.

Qu'est-ce qui définit le journalisme ?

Les sujets sensibles tels qu'Israël et la Palestine exigent une rigueur journalistique particulière. Une attitude désinvolte et la superficialité qui l'accompagne ne sont pas acceptables.

Les lecteurs d'un article publié par un média influent et largement lu — en particulier s'il est rédigé par son rédacteur en chef — sont en droit d'attendre un travail d'investigation approfondi et une totale honnêteté. La plupart des lecteurs ne sont pas en mesure de vérifier les faits ; ils n'en ont tout simplement pas le temps. Par conséquent, ils se fient à l'intégrité et à la parole du journaliste, en particulier à celle d'un rédacteur en chef, propriétaire et éditeur d'une publication dans une Suisse neutre.

Ce sont là des règles simples mais fondamentales qui devraient sous-tendre le travail de Roger Köppel. La couverture médiatique d'Israël dans « Die Weltwoche » va diamétralement à leur encontre. La malhonnêteté avec laquelle Köppel argumente, ainsi que sa déformation et son interprétation erronée délibérées des faits, sont indignes d'un journaliste en qui font confiance de nombreux lecteurs dans le monde germanophone.

J'exclus la possibilité que Roger Köppel soit sincère dans ce qu'il écrit, car la malhonnêteté est si évidente qu'elle ne résisterait pas au moindre examen, même superficiel — en particulier à un examen éditorial. Il doit donc être conscient de sa malhonnêteté. Il met ainsi délibérément sa réputation en jeu.

Ce qui est intéressant dans ce contexte, c'est que si d'autres médias, à l'instar de la NZZ, penchent eux aussi du côté d'Israël, ils se gardent d'une propagande aussi éhontée et font preuve d'une plus grande retenue.

Pourquoi Köppel agit-il ainsi ?

Il est de notoriété publique que Tel-Aviv utilise tous les moyens à sa disposition pour influencer l'opinion publique concernant Israël. Aux États-Unis, cette question est omniprésente. En Europe occidentale, elle l'est moins, ce qui ne signifie pas pour autant qu'aucune activité de ce type n'y ait lieu. La dernière fois que j'ai parlé avec Roger Köppel, je lui ai posé des questions sur sa rencontre avec le fils de Netanyahou – plus précisément, pour savoir si de l'argent avait changé de mains. Il n'a pas répondu à cette question.

La question se pose de savoir si Köppel se laisse utiliser par les autorités israéliennes. Selon certaines rumeurs, des représentants israéliens auraient cherché à s'entretenir avec le rédacteur en chef de la « Weltwoche » avant la publication de l'article sur le « Grand Israël » le 10 avril 2026. Le 14 mai, j'ai donc contacté Roger Köppel par e-mail pour lui demander des éclaircissements. Cette demande est également restée sans réponse.

Le silence est aussi une forme de réponse.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Köppel, Roger Le Grand Israël Israël Palestine Weltwoche